

**ANNONCE À TRANSMETTRE
AVIS D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE - PROCÉDURE ADAPTÉE**

CONTENU DE VOTRE AVIS

NB : cet aperçu ne reflète que votre saisie.

Les organes de publication se réservent la possibilité de remettre en forme l'annonce définitive en fonction des impératifs d'édition.

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : Conservatoire du littoral

Correspondant : Mme VIRGINIE MATTRAT, Conservatoire du littoral, Corderie Royale - CS 10137, 17306 Rochefort cedex, tél. : 05 46 84 72 50, télécopieur : 05 46 84 72 78, courriel : marches.publics-redaction@conservatoire-du-littoral.fr, adresse internet : <http://www.conservatoire-du-littoral.fr/front/process/Outils.asp?rub=16&rubec=16>

Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur :

- Environnement

Objet du marché : Restauration de deux anciens plans d'eau de chasse en biotopes favorables à la faune estuarienne

Type de marché de travaux : exécution

Classification CPV (Vocabulaire Commun des Marchés) :

- Objet principal : 45112500
- Objets complémentaires : 77211400

Lieu d'exécution et de livraison : Plans d'eau des courtiers et du grand jacquet, 44640 Le pellerin

Code NUTS : FRG01

L'avis implique un marché public

Caractéristiques principales :

- Des variantes seront-elles prises en compte : oui
- Restauration de deux anciens plans d'eau de chasse en biotopes favorables à la faune estuarienne

Prestations divisées en lots : oui

Possibilité de présenter une offre pour tous les lots

Durée du marché ou délai d'exécution : 497 jours à compter de la notification du marché

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : Aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles en application de l'article R2142.24 du code de la commande publique.

En cas de groupement solidaire, l'acte d'engagement devra préciser le compte unique sur lequel les versements seront effectués.

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : français.

Unité monétaire utilisée, l'euro

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.
- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45, 46 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015.
- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés
- Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail)
- Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
- Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature.
- Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat
- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>)
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>)
- Formulaire DC4, Déclaration de sous-traitance. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>)
- S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre

Nombre de candidats :

- Réduction du nombre d'opérateurs durant la négociation ou le dialogue (procédure négociée, dialogue compétitif) : Recours à une procédure se déroulant en phases successives afin de réduire progressivement le nombre des solutions à discuter ou des offres à négocier : NON

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON.

Critères d'attribution : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci dessous avec leur pondération :

- Prix des prestations (60 %)
- Valeur technique (organisation du chantier 50%, moyens matériels mis en oeuvre 35%, performances des travaux objet de la consultation permettant de réduire les impacts sur l'environnement 15%) (40 %)

Type de procédure : Procédure adaptée

Date limite de réception des offres : 28 juin 2019 à 12 h 00

Délai minimum de validité des offres : 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Numéro de référence attribué par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : 2019M35

Date d'envoi du présent avis à la publication : 28 mai 2019

Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre administratif et technique peuvent être obtenus : adresse internet : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=432525&orgAcronyme=d4t>

Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus : adresse internet : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=432525&orgAcronyme=d4t>

Adresse à laquelle les offres/candidatures/projets/demandes de participation doivent être envoyés : adresse internet : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=432525&orgAcronyme=d4t>

Adresse auprès de laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus : adresse internet : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=432525&orgAcronyme=d4t>

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Nantes, 6 allée de l'île gloriante - BP 24111, 44041 Nantes cedex 1, tél. : 02 40 99 46 00, courriel : greffe.ta-nantes@juradm.fr

Nature et désignation des lots :

Lot(s) 1 Prestation d'abattage

Exécution de l'exploitation complète (troncs, houppiers, rémanents et souches) d'un double alignement de peupliers d'environ 83 sujets, ainsi qu'une vingtaine de saules et frênes, en ceinture d'un ancien plan d'eau de chasse situé sur la commune du Pellerin, parcelle B7, au lieu-dit Les courtiers.

C.P.V. - : Objet principal : 77211400

Durée du lot ou délai d'exécution : 105 jours à compter de la notification du marché

Lot(s) 2 Travaux de terrassement

Exécution des opérations de terrassement au niveau de 2 anciens plans d'eau de chasse situés sur la commune du Pellerin : parcelle B7 au lieu-dit Les courtiers et parcelles A 229, A 230 au lieu-dit Le grand jacquet. Le volume global de matériaux à remanier est estimé à env. 7500 m³ dont 2500 m³ pour le plan d'eau des courtiers et environ 5000 m³ pour celui du Grand Jacquet.

C.P.V. - : Objet principal : 45112500

Durée du lot ou délai d'exécution : 497 jours à compter de la notification du marché

DONNÉES NON PUBLIABLES À DESTINATION DES SUPPORTS DE DIFFUSION

Référence de l'annonce dans le module de publication : **3402496**

SUPPORTS DE PUBLICATION CHOISIS POUR CETTE ANNONCE

Votre annonce sera publiée comme suit :

Département : 44 - Loire-Atlantique

Rappel 1: 49 - Maine-et-Loire

Rappel 2: 85 - Vendée

Rappel 3: 35 - Ille-et-Vilaine

Rappel 4: 56 - Morbihan

DONNÉES DE FACTURATION

Libellé de la facture :

-

Adresse d'expédition :

-